

L'honorable M. Haig: J'estime que, de l'avis de la plupart des Canadiens, devant la situation de fait, le Canada aurait dû appuyer l'Angleterre et la France sans réserve.

L'honorable M. Baird: Bravo!

L'honorable M. Haig: A l'occasion de certaines questions qui surgissaient, des hommes et des femmes m'ont dit parfois: "Sénateur Haig, j'ai du sang canadien-français dans les veines et il me semble que la mesure prise favorise beaucoup la Grande-Bretagne et je ne suis pas d'avis de faire ceci ou cela". D'autres fois, on me disait que la question favorisait la France et qu'étant anglophile on s'y opposait. Mais cette divergence d'opinion n'existe plus dans le présent cas. Il s'agit d'une question d'importance vitale qui atteint les Canadiens d'origine tant française qu'anglaise. Néanmoins notre Gouvernement tend à blâmer la Grande-Bretagne et la France. L'histoire nous enseigne que ces deux pays se sont toujours portés à la défense de la liberté. Tout le monde savait ce qui se passait au Moyen-Orient, et la Grande-Bretagne et la France ont pris des mesures pour y mettre un terme. Mais le fait est que les États-Unis se sont abstenus d'offrir leur aide. Ils n'y ont pris aucune part, ni aucune responsabilité. Cependant ce pays était un de ceux qui avaient concouru à l'établissement de l'État d'Israël. J'admets que les Britanniques y étaient favorables jusqu'à un certain point. Au début des années 20, Balfour, en Grande-Bretagne, était pour cet établissement, mais ce n'est plus la même chose avec la génération actuelle. La Déclaration Balfour fut mise en œuvre et on y a donné suite, mais les Britanniques étaient de fait plus favorables à la Jordanie et aux autres États arabes. Voilà ce qui en est.

Toute cette question jouera un rôle essentiel aux prochaines élections générales au Canada. Ne l'oubliez pas. Lorsque j'inscrirai mon vote, il me faudra décider si j'appuie ceux qui condamnent l'intervention britannique et française. Ce sera là le fond de toute l'affaire. Sachant que la Russie a introduit des armes au Moyen-Orient et que Nasser, le dictateur, a coulé de propos délibéré des bateaux dans le canal de Suez pour couper le pétrole à la Grande-Bretagne, à la France et à d'autres pays d'Europe, irai-je l'oublier et condamner la Grande-Bretagne et la France d'avoir envoyé leurs troupes au Moyen-Orient? Croyez-vous que les Nations Unies auraient autorisé la Grande-Bretagne et la France à pénétrer dans le Moyen-Orient pour régler la situation relative au canal, ou pour mettre un terme à l'envoi d'armes par la Russie à cette partie du monde? Les Arabes ne pouvaient même pas faire fon-

ctionner leurs propres machines et on y a envoyé des Russes pour les aider. Ce sont là des faits indéniables. Je ne suis le porte-parole de personne, mais tant que j'aurai un souffle je défendrai l'Angleterre et la France plutôt que la Russie. C'est là toute la question.

L'honorable M. Euler: Pas du tout.

L'honorable M. Haig: Ni nous, ni nos descendants, ne pourrions éluder ces faits fondamentaux tant que la Russie se dressera pour menacer l'humanité. Des gens disent que la Russie n'en ferait rien, mais c'est ce qu'elle a fait en Hongrie et partout ailleurs en Europe où elle s'est introduite. Nous avons cru qu'une nouvelle coexistence serait possible entre les nations occidentales et la Russie après la mort de Staline. Mais la situation est encore pire qu'auparavant. Tout ce que Staline a fait, ce fut de tuer un certain nombre de ses compatriotes, mais ses successeurs mettent à mort les hommes, femmes et enfants d'autres pays. C'est une situation terrible. Jamais auparavant le Canada n'a eu à faire face à un tel problème. Nous avons fait face aux menaces de guerre en 1914 et de nouveau en 1939, mais actuellement nous sommes aux prises avec la pire situation jusqu'ici. Vous n'avez qu'à lire ou à écouter à la radio les bulletins de nouvelles pour savoir qui est le maître de la situation. C'est Nasser. Il dit: "Nous permettrons à ces troupes de venir chez nous à telle ou telle condition, sinon elles partiront". Voilà ce que son représentant a déclaré l'autre jour devant les Nations Unies. Le premier ministre ou le ministre des Affaires extérieures a reçu une lettre portant que ce n'était pas ce qu'il avait voulu dire, mais il n'en reste pas moins que c'est bien ce qu'il a dit. C'était un défi lancé à la face du monde que d'affirmer que Nasser pourrait prendre la direction du canal, alors que la Grande-Bretagne et la France en paieraient les frais et que les armées des États-Unis et de la Russie les en chasseraient. C'est là le comble de l'absurde pour moi et je pense que la plupart des Canadiens ne sauraient admettre de telles choses. Je le déclare bien simplement mais avec détermination. Je ferai tout mon possible pour rétablir le nom et l'honneur de la Grande-Bretagne et de la France au Canada, afin que leurs descendants ici soient toujours fiers de leur ancêtres et des pays dont ils sont originaires. Je serai peut-être seul, mais je n'en ferai pas moins mon possible pour atteindre ce but.

J'aborde maintenant la question de la Hongrie. Que pouvons-nous en dire? J'entends ici des critiques à l'endroit de la France et de la Grande-Bretagne. Je n'entends que peu de critiques à l'endroit de la Russie, malgré que ce pays non seulement a écrasé